

L'Union européenne est le problème.

mardi 16 juin 2020, par [Denis COLLIN](#)

L'Union européenne est le problème. Elle doit être détruite.

Lors de sa dernière allocution, Emmanuel Macron a renouvelé son projet de « souveraineté européenne », comme solution à la crise que nous traversons. Comme si l'UE pouvait être la solution à quelque problème que ce soit alors qu'elle est le problème. Précisons : le problème n'est pas l'Allemagne, mais l'Union européenne elle-même qui n'est rien d'autre qu'un syndicat des capitalistes euroaméricains avec pour vocation de briser définitivement les reins du « vieux mouvement ouvrier » et d'organiser la libre propagation de la barbarie capitaliste dans toutes ses dimensions. Et dans ce syndicat du crime qui siège à Bruxelles et à Strasbourg, ce ne sont ni la nation allemande, ni la nation française, ni la nation italienne qui ont voix au chapitre. Ce sont les intérêts des grands capitalistes, les intérêts de la classe capitaliste transnationale qui prévalent. Et rien d'autre. Il n'y a pas de souveraineté européenne parce qu'il n'y a pas de nation européenne, pas d'espace politique commun. La souveraineté européenne revendiquée par Macron n'est rien d'autre que la volonté de donner les pleins pouvoirs à l'assemblée des brigands baptisée UE, déliée de tout contrôle possible de la part des nations d'Europe.

Le refus de la mutualisation de la dette acté par l'accord Merkel-Macron n'est qu'un élément significatif, mais seulement un élément de cette orientation. Il ne faut pas mutualiser la dette à travers les fameux « eurobonds » parce que les pays « dépensiers » doivent payer, c'est-à-dire parce qu'il faut appliquer partout où c'est possible le traitement infligé à la Grèce. Parce que les ouvriers italiens, espagnols, français, qui travaillent déjà beaucoup doivent encore travailler plus pour gagner moins. Parce qu'il faut les réduire aux salaires roumains, slovaques ou polonais, c'est-à-dire à ceux pratiqués dans l'« Hinterland » allemand, pendant que le taux de pauvreté en Allemagne atteint des sommets.

Il est parfaitement stupide d'accuser l'Allemagne. L'Allemagne n'agit que comme fondé de pouvoir de la classe capitaliste — y compris de « nos » capitalistes à nous, des capitalistes bien français qui trouvent en Macron leur dévoué serviteur. Comme disait Lénine, « l'ennemi est dans notre pays ».

Ce qu'il faudrait faire, c'est d'abord reconstruire des industries nationales, pour produire ce dont nous avons besoin de manière urgente et impérative, par exemple des respirateurs en période de SRAS sans être contraints d'attendre leur livraison en train venant de Chine et qui arrive après la bataille. Et pour reconstruire une industrie nationale, il faut se protéger de la concurrence déloyale et donc briser le dogme de l'UE, la « concurrence libre ».

Ce qu'il faudrait faire pour empêcher l'effondrement de pans entiers de l'économie, ce n'est pas de prêter de l'argent aux entreprises, des sommes qui les saigneront si elles doivent les rembourser, mais apporter des capitaux neufs par des prises de participation étatiques, c'est-à-dire les nationaliser de fait. Renault, au bord de la ruine grâce à son génial PDG en fuite, le sieur Carlos Ghosn, Airbus, Air France, la SNCF aucune de ces entreprises ne survivra à l'application du dogme. Mais c'est peut-être tout simplement le but recherché !

Ce qu'il faudrait faire, c'est développer une politique systématique de « relocalisation », désintoxiquer les secteurs soumis à l'addiction de l'exportation, y compris notre malheureuse agriculture ravagée par les politiques imbéciles menées de concert par les gouvernants et l'élite corrompue de la FNSEA. Donc, faire en sorte que les fraises nourries à l'eau en Andalousie n'arrivent pas moins chères que les fraises de Dordogne sur les marchés français. Mais là encore, rien de tout cela n'est compatible avec le dogme.

Ce qu'il faudrait faire, c'est une politique sérieuse d'économies d'énergie, de lutte contre le gaspillage des ressources, y compris ces énormes ressources gaspillées par la domination du commerce lointain avec ses palettes, ses emballages plastiques, ses bidons et ses containers qui vont de cargos en camions. Mais

comment lutter contre la toute-puissance du commerce mondial sans s'en prendre au dogme ?

Dans la crise que traversent toutes les nations européennes, il y a aussi une dimension culturelle, morale et, pour tout dire, « civilisationnelle » qui devient toujours plus angoissante et sur laquelle nous reviendrons.

Toutes les nations d'Europe sont confrontées aux mêmes questions. Même si l'expression n'est pas très heureuse, la « démondialisation » s'impose. Elle s'impose parce que la crise ne fait que commencer et parce qu'à moyen terme, aucune solution n'existe dans le cadre du mode de production capitaliste et la « mondialisation ». La survie du capital à la crise actuelle sera très coûteuse et la prochaine crise, inévitable, quel qu'en soit le déclencheur, sera encore pire. Les tristes galéjades sur l'Europe sociale et démocratique, la croissance verte et autre expression vide de la même farine sont le marqueur infallible des groupes et dirigeants qui n'ont pas d'autre objectif que de sauver leur place et de tromper les citoyens.

Il faut en finir avec l'UE et son fétiche violent qu'est l'euro. IL faut retrouver la voie de la civilisation européenne, celle des nations libres, seules à même de garantir la liberté des citoyens qui pourront maîtriser leur propre destin.

Denis Collin — le 16 juin 2020